



N° 12

FNEEQ-INFO en action internationale

Lundi 22 mars 2010

POUR LE RETOUR À L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE DROITS ET DÉMOCRATIE

MANIFESTATION

LE VENDREDI 26 MARS À 12 h

Les bureaux de Droits et Démocratie sont situés au 1001 Maisonneuve Est
(coin Amherst, près du Métro Berri-UQÀM).

Amnistie internationale Canada francophone et la Ligue des droits et libertés lancent un appel à manifester devant les bureaux de Droits et Démocratie, vendredi le 26 mars, à 12h.

Le nouveau président, Gérard Latulippe, entrera alors en fonction, à l'occasion d'une réunion du Conseil d'administration de Droits et Démocratie. Une très bonne occasion donc de manifester notre opposition aux atteintes à l'indépendance de Droits et Démocratie et à l'intégrité de ses programmes et à l'ingérence du gouvernement pour mettre fin à tout soutien aux organismes qui critiquent Israël en matière de droits humains. Il faut se rappeler que le gouvernement a décidé de mettre la hache dans le financement aux organismes comme Kairos et Alternatives qui soutenaient également ces organismes qui luttent pour le respect des droits humains en Palestine.

Droits et Démocratie (D et D) a été créée en 1988 par le Parlement canadien afin de promouvoir, au Canada et à l'étranger les droits humains et les droits démocratiques.

Or, depuis près d'un an une crise entache gravement sa réputation et fait craindre pour son avenir.

Considérant que le caractère indépendant et non partisan de D et D lui a permis jusqu'à récemment de contribuer de manière effective à la protection et à la promotion des droits humains dans le monde;

Considérant que le mandat de D et D permet de mener des enquêtes sur les violations de droits humains quelles que soient les parties en cause;

Considérant qu'en plus de 20 ans d'existence D et D s'est particulièrement distinguée sur la scène internationale, entre autres, en se portant à la défense des droits des femmes en Afghanistan, en dénonçant les violences sexuelles commises en République démocratique du Congo, en appuyant le développement de la société civile en Haïti, en se portant à la défense de la liberté d'expression en Birmanie ;

Considérant que cette crise n'est pas simplement une question interne à D et D mais revêt un caractère hautement idéologique et partisan qui a ses répercussions à l'échelle nationale et internationale et fragilise les organisations qui pouvaient compter auparavant sur l'appui de D et D;

Considérant que le ministère des Affaires étrangères du Canada a évalué très positivement le travail réalisé par D et D au cours des 5 dernières années :

Nous demandons :

- la tenue d'une enquête indépendante afin de faire la lumière sur tous les événements récents
- la nomination d'une présidente ou d'un président dont l'indépendance et l'expertise sont reconnues et un conseil d'administration indépendant à l'endroit des politiques du gouvernement canadien.